

**PRÉFECTURE**

Direction des collectivités locales  
et des procédures publiques

Bureau des enquêtes publiques et installations classées  
SK/873

# ARRETE

du 25 AVR. 2017 portant mise en demeure à la Société  
d'Economie Mixte des Sources de Soultzmatt de  
respecter les prescriptions concernant l'exploitation de  
son établissement d'embouteillage de Soultzmatt

LE PREFET DU HAUT-RHIN  
Chevalier de la légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du mérite

- VU** le code de l'environnement et notamment son article L171-8-I ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°2003-86-01 du 27 mars 2003 autorisant l'exploitation d'une activité d'embouteillage d'eaux de source, eaux minérales et autres boissons à Soultzmatt,
- VU** la lettre préfectorale du 19 novembre 2009 relative à l'actualisation des rubriques de classement et seuils d'activité de l'établissement,
- VU** la visite de contrôle du site réalisée le 16 mars 2017 par l'inspection des Installations Classées de la DREAL Grand-Est,
- VU** le rapport de constats du 5 avril 2017 de l'inspection des Installations Classées de la DREAL Grand-Est,

**CONSIDERANT** que l'article 9-2-1 de l'arrêté préfectoral du 27 mars 2003 susvisé impose que l'exploitant dispose d'un plan des réseaux mis à jour, alors que le plan disponible et présenté lors de l'inspection n'est pas à jour notamment en ce qui concerne le tracé du réseau d'évacuation associé au hall de stockage de produits finis, l'identification des points de prélèvement, etc...

**CONSIDERANT** que l'article 9-2-3 de l'arrêté préfectoral du 27 mars 2003 susvisé impose que les aires de déchargement/chargement de produits présentant un risque de pollution doivent être associées à un dispositif de rétention, alors que lors de l'inspection, il a été constaté que l'aire de chargement/déchargement au niveau de la plate-forme de circulation/retournement associée au quai de chargement/déchargement n'était pas associée à une rétention et que tout écoulement de produit serait directement rejeté à l'Ohmbach,

**CONSIDERANT** que l'article 9-2-4 de l'arrêté préfectoral du 27 mars 2003 susvisé impose que le site dispose d'un bassin, ou d'un volume de confinement, des eaux d'extinction incendie d'au moins 420 m<sup>3</sup>, alors que lors de l'inspection il a été constaté que :

- les possibles volumes de confinement disponibles au niveau du hall de production et du hall de stockage de produits finis ne peuvent pas être mis en œuvre quand du personnel n'est pas présent sur le site (*arrêt de la pompe de relevage du hall de production, mise en place de dalle silicone pour isoler les avaloirs*),
- les dalles d'isolement pour les avaloirs du hall de stockage de produits finis ne sont pas disponibles,
- aucun dispositif de confinement n'est associé à la zone de stockage des casiers en matière plastique sur la plate-forme de circulation/retournement,

**CONSIDERANT** que l'article 9-3-1 de l'arrêté préfectoral du 27 mars 2003 susvisé impose des valeurs limites de qualité et de flux aux rejets d'eaux industrielles, alors que les limites de qualité et de flux ne sont pas respectées (*rapports de contrôle IRH des 18 mars et 7 octobre 2016*), notamment pour le pH, la DCO et la DBO5,

**CONSIDERANT** que l'article 9-3-2 de l'arrêté préfectoral du 27 mars 2003 susvisé impose que les eaux pluviales de ruissellement de voirie et parking soient préalablement traitées sur décanteur/déshuileur avant rejet à l'Ohmbach, alors qu'il a été constaté que les eaux de ruissellement de l'actuelle plate-forme de circulation/retournement sont directement rejetées à l'Ohmbach sans traitement préalable sur un décanteur/déshuileur,

**CONSIDERANT** que l'article 9-3-2 de l'arrêté préfectoral du 27 mars 2003 susvisé impose qu'une vanne d'arrêt doit être implantée sur le réseau eaux pluviales de voirie et parking avant le rejet vers l'Ohmbach, alors qu'il a été constaté qu'aucune vanne d'isolement n'est associée à l'actuel réseau de récupération et de rejets des eaux pluviales de ruissellement,

**CONSIDERANT** qu'en application de l'article L171-8-I du code de l'environnement lorsqu'il est constaté le non-respect des prescriptions imposées, le préfet met en demeure l'exploitant de satisfaire aux prescriptions imposées dans un délai déterminé,

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin,

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

L'exploitant de la Société d'Economie Mixte des Sources de Soultzmatt, dont le siège social est 5 avenue Nessel – 68570 Soultzmatt, est mis en demeure de respecter les prescriptions des articles 9-2-1, 9-2-3, 9-2-4, 9-3-1 et 9-3-2 de l'arrêté préfectoral du 27 mars 2003, reprises aux articles suivants, dans les délais impartis aux articles suivants, et qui s'appliquent aux installations exploitées à l'adresse du siège social.

### **Article 2 :**

**Au plus tard le 31 mai 2017** et conformément aux dispositions de l'article 9-2-1 de l'arrêté du 27 mars 2003 susvisé, s'agissant du plan des réseaux de rejets d'eaux :

« (...) *Un schéma de tous les réseaux positionnant les points de rejet et les points de prélèvement et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.* »



### **Article 3 :**

**Au plus tard le 31 mai 2017** et conformément aux dispositions de l'article 9-2-3 de l'arrêté du 27 mars 2003 susvisé, s'agissant de la nécessité de disposer de produits absorbants en cas d'écoulement de produits polluants:

*« (...) Le site devra disposer de stocks de produits absorbants pour circonscrire les éventuels épandages. Tout écoulement accidentel sera ramassé ou recueilli dans les meilleurs délais et stocké en emballage étanche en attente de recyclage ou de destruction en tant que déchet.  
(...) ».*

### **Article 4 :**

**Au plus tard le 30 septembre 2017** et conformément aux dispositions de l'article 9-3 de l'arrêté du 27 mars 2003 susvisé, s'agissant des rétentions à associer aux aires de stockage et manipulation de produits polluants :

*« Les aires de chargement et de déchargement de véhicules sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles.*

*(...) Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles. Pour ce dernier point, un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux. (...) ».*

### **Article 5 :**

**Au plus tard le 30 septembre 2017** et conformément aux dispositions de l'article 9-2-4 de l'arrêté du 27 mars 2003 susvisé, s'agissant du confinement des eaux polluées d'extinction d'un incendie ou provenant d'un accident :

*« Les installations sont équipées d'un bassin de confinement (ou d'un système équivalent) permettant de recueillir des eaux polluées d'un volume minimum de 420 m<sup>3</sup>. En particulier, des mesures seront prises afin d'interdire tout déversement en cas de sinistre vers l'Ohmbach. Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances. »*

### **Article 6 :**

**Au plus tard le 30 septembre 2017** et conformément aux dispositions de l'article 9-3-1 de l'arrêté du 27 mars 2003 susvisé, s'agissant de la qualité des rejets d'eaux à caractère industriels :

*« (...) Les caractéristiques de l'effluent rejeté ne dépassent pas les valeurs suivantes :*

- la température des effluents rejetés doit être inférieure à 30°C,*
- débit maximal 34 000 m<sup>3</sup>/an,*
- pH entre 5,5 et 8,5*
- concentrations et flux maximaux sur eaux brutes (non décantées)*

Paramètre	Concentration moyenne sur 2 h consécutives (en mg/l)	Flux sur 24 h consécutives (en kg/j)
MEST	600	80
DBO5	800	107
DCO	2 000	268
Azote global (exprimé en N)	150	20
Phosphore total (exprimé en P)	50	6,5

. ».

#### **Article 7 :**

**Au plus tard le 30 septembre 2017** et conformément aux dispositions de l'article 9-3-2 de l'arrêté du 27 mars 2003 susvisé, s'agissant des conditions de rejet des eaux pluviales de ruissellement des sols :

« (...) Le réseau de collecte des eaux pluviales de voirie et parking est aménagé et raccordé à un (ou plusieurs) dispositif(s) décanteurs-déshuileurs adapté(s) à la pluviométrie et permettant de respecter les valeurs limites en concentration définies ci-dessous :

MES :  $\leq 30$  mg/l

Hydrocarbures totaux :  $\leq 5$  mg/l

(...)

Une vanne d'arrêt devra être implantée sur le réseau eaux pluviales (...) avant le rejet vers l'Ohmbach. » .

#### **Article 8 :**

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

#### **Article 9 :**

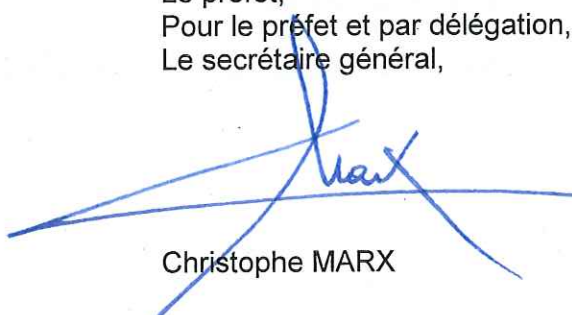
Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin, le sous-préfet de Thann-Guebwiller et la directrice régionale de l'environnement, l'aménagement et du logement (DREAL) chargée de l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera notifiée à l'exploitant.

Fait à Colmar, le **25 AVR. 2017**

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,

#### **Délais et voie de recours :**

En vertu de l'article R421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Strasbourg ne peut être saisi que par voie de recours formé contre cette décision, et ce, dans les deux mois à partir de sa notification.

  
Christophe MARX